

**Consultation publique de l'ARCEP sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique
du 27 juillet au 28 septembre 2007**

Réponse de France Télécom

Synthèse

France Télécom se réjouit de cette consultation portant sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique et souhaite souligner en préambule un certain nombre de points clés de sa réponse.

France Télécom est favorable à la mutualisation du câblage interne des immeubles qui trouve sa justification dans le fait que le déploiement de plusieurs infrastructures en fibre optique n'est pas envisageable à l'intérieur des immeubles pour les raisons soulignées à juste titre par le document de consultation de l'ARCEP. La mutualisation entre plusieurs opérateurs du câblage interne est absolument nécessaire afin de garantir les conditions d'une concurrence équilibrée entre opérateurs déployant de nouvelles infrastructures à très haut débit, tout en permettant de favoriser une concurrence par les infrastructures. Pour être équitable, les conditions d'accès au câblage interne doivent s'effectuer dans des conditions réciproques.

A l'inverse, la recherche d'une mutualisation systématique des réseaux en fibre optique entre opérateurs, telle qu'elle est décrite dans cette consultation, allant bien au-delà de la seule partie terminale des réseaux est plus surprenante. Les options de mutualisation des autres segments de réseau, telles qu'elles sont présentées dans la consultation, ne renvoient à aucun problème de concurrence potentiel et doivent même être considérées, dès lors qu'elles seraient imposées, comme contraires aux objectifs de concurrence par les infrastructures poursuivis par l'ARCEP : la mutualisation systématique ne peut constituer une fin en soi.

En second lieu, France Télécom regrette qu'en dehors de la première question, le positionnement des opérateurs de réseaux câblés ne soit pas abordé alors qu'ils disposent

de réseaux internes à très haut débit dans les immeubles qu'ils desservent. Cet oubli fausse très sensiblement l'analyse de l'Autorité.

En troisième lieu, une offre réciproque de mutualisation du câblage interne des immeubles, et l'existence d'une offre de génie civil effective constituent les éléments déterminants du déploiement de réseaux très haut débit dans le cadre d'une concurrence par les infrastructures.

A ce titre, si les clauses de réciprocité sont nécessaires pour éviter les stratégies de « coucou », elles doivent être circonscrites aux offres au niveau du Point de Raccordement d'Immeuble. Il serait, par exemple, anormal de conditionner une offre de mutualisation du câblage interne des immeubles à une offre de mutualisation au NRO. Cela n'interdit bien sûr pas l'existence d'offres supplémentaires qui peuvent être négociées entre opérateurs sur une base commerciale.

En quatrième lieu, il est important que l'offre de mutualisation en pied d'immeuble ne soit pas virtuelle, mais réunisse toutes les caractéristiques et garanties pour qu'elle soit opérationnellement et économiquement efficace.

En dernier lieu, sur les marchés du très haut débit, France Télécom considère que sous ces conditions, tout est réuni pour que la dynamique d'un marché concurrentiel exprime toute sa puissance d'innovation au bénéfice du consommateur ; l'ARCEP disposant des pouvoirs nécessaires pour intervenir ex post en cas de nécessité.

Réponses détaillées à la consultation

Question 1-page 4

Estimez-vous nécessaire que la question de la mutualisation des réseaux cuivre et câble coaxial, existant ou en cours de déploiement soit approfondie ? Si oui, dans quel cadre et avec quel objectif ?

Cette question est extrêmement importante dès lors qu'il s'agit d'assurer des conditions de concurrence équitables sur le marché du très haut débit. Elle revêt différents aspects puisque traitant à la fois du dégroupage de la partie terminale de la paire de cuivre et du câble coaxial.

L'accès à la partie terminale de la boucle locale en cuivre de France Télécom est soumis à la régulation de l'ARCEP dans le cadre du marché de gros de l'accès dégroupé à la boucle locale cuivre et à la sous-boucle locale cuivre. La décision n°05-277 en date du 19 mai 2005 décrit les obligations qui pèsent sur France Télécom en la matière.

Une question particulièrement importante quant à l'accès à la boucle locale en cuivre porte, comme le souligne le texte de la consultation, sur les perturbations provoquées par l'injection de signaux haut débit au niveau de la partie terminale du réseau. Ces perturbations font l'objet d'un examen approfondi dans le cadre du Comité d'experts, instance qui rend un avis sur l'utilisation de nouvelles technologies dans la boucle locale. Il est particulièrement important que les travaux de ce Comité se poursuivent afin d'éclairer le secteur sur les technologies utilisables permettant ainsi de garantir l'intégrité du réseau. L'absence de perturbations des services issus du répartiteur par les signaux qui pourraient être injectés au niveau de la partie terminale du réseau constitue un des principes fondateurs du Comité d'experts : il est particulièrement important que ce principe soit respecté pour le bénéfice du consommateur et la pérennité des investissements déjà réalisés.

France Télécom souhaite utile de rappeler que la partie terminale des réseaux en paire de cuivre qui relève d'autres opérateurs n'a fait l'objet d'aucune analyse réglementaire y compris dans le cadre du Comité d'experts. Cette situation est anormale dans la mesure où a minima un examen des perturbations électromagnétiques devrait avoir lieu.

S'agissant de la partie terminale de la boucle locale en coaxial, celle-ci n'est actuellement pas couverte par la régulation sectorielle alors même que les débits envisageables sont

largement plus élevés que ceux permis sur une paire de cuivre. Or, grâce au câble coaxial les opérateurs de réseaux câblés peuvent fournir des services très haut débit à partir d'un réseau sur lequel ils sont en situation de monopole local, tout en n'ayant pas eu à formuler, encore à ce jour, une proposition de mutualisation. A cet égard, France Télécom ne peut que s'étonner de l'absence d'information des câblo-opérateurs sur une telle offre de mutualisation des réseaux internes d'immeubles en câble coaxial ou en fibre optique. Les conditions spécifiques dont bénéficient actuellement les opérateurs de réseaux câblés leur confèrent un avantage concurrentiel substantiel sur le marché du très haut débit.

Ainsi, il apparaît indispensable que l'activité des câblo-opérateurs soit prise en compte dans les analyses de marché développées par l'ARCEP. Il est particulièrement important que, du point de vue réglementaire, l'équité soit rétablie entre les différentes modalités techniques permettant la fourniture de services à très haut débit.

Question 2-page 5

La description ci-avant corrobore-t-elle vos connaissances en matière de propriété et de capacité de réutilisation des gaines existantes ? Cette situation vous semble-t-elle satisfaisante ? Pensez-vous que les pouvoirs publics devraient prendre des mesures, lesquelles et dans quel cadre juridique ?

France Télécom a peu de remarques à formuler sur la description faite dans le document de consultation.

Toutefois, France Télécom tient à souligner que beaucoup de copropriétés ne souhaitent pas exercer leurs droits de propriétaire du câblage interne, lorsqu'elles le sont, dans la mesure où cette propriété engendre des coûts de maintenance et d'entretien.

En outre, lorsque la copropriété est propriétaire de l'adduction, il est très peu probable qu'elle accepte de prendre en charge des coûts de dé-saturation pour faire passer les réseaux très haut débit. Il s'agit là de contraintes pratiques à prendre en compte dans le cadre de la présente analyse du régime de propriété.

Enfin, il convient de rappeler que, dans le cadre des protocoles d'accord que France Télécom propose aux copropriétés pour déployer ses réseaux très haut débit, il est prévu que la copropriété donne un accord pour l'implantation du câblage « *depuis la voie publique* » tant pour France Télécom que pour « *les opérateurs FTTH bénéficiaires de la*

mutualisation de la fibre ». Cette stipulation rend ainsi inutile le passage en assemblée générale pour un opérateur bénéficiant de cette mutualisation.

Question 3-page 6

Quelles évolutions du cadre en vigueur régissant les conditions d'accès des opérateurs aux immeubles vous sembleraient efficaces et proportionnées dans la perspective du déploiement des réseaux très haut débit en France ?

En matière de droit d'accès à un immeuble existant, il convient de distinguer les différents cas possibles au regard de la réglementation actuelle :

- cas du propriétaire occupant d'un logement individuel : il n'a aucune obligation d'accepter la demande d'un opérateur ;
- cas d'une copropriété : les travaux visant à créer un nouveau réseau doivent être acceptés par la copropriété ;
- cas d'un immeuble collectif destiné à la location et appartenant à un seul propriétaire (habitat social ou propriété d'un institutionnel : banque, assurance etc.) : les décisions du propriétaire sont dictées par ses obligations en tant que bailleur. Actuellement, en matière de réseau, le bailleur ne peut refuser l'accès au téléphone ou à la télévision à son locataire. A partir du moment où il ne fait pas obstacle au droit au téléphone de son locataire, le bailleur n'a aucune obligation d'accéder à la demande d'un opérateur souhaitant installer un réseau de fibres optiques.

Compte tenu de ce constat, plusieurs évolutions peuvent être envisagées afin de faciliter l'accès aux immeubles.

Dans le cas des immeubles à construire, l'article R.111-14 du code de la construction et de l'habitation comporte une obligation de pré-câblage destinée au téléphone, qui a été élargie par décret à la télévision et au câble. Cet article s'applique à tout constructeur d'immeuble regroupant plusieurs logements, qu'il s'agisse d'un constructeur public ou privé.

Cet article pourrait être élargi, par décret, à la fibre optique en renvoyant, pour le pré-câblage des immeubles à construire, à un cahier des charges et précisant les caractéristiques du câblage à entreprendre. Un groupe de travail permettant de définir un label a été mis en place sous l'égide des pouvoirs publics sur ce sujet à l'UTE.

Dans le cas des immeubles existants, il existe un dispositif dans le Code des Postes et Communications Electroniques qui permet d'obtenir un droit d'accès et d'installation d'un

réseau. Il s'agit de l'article L.48, auquel sont associés les articles R.20-55 et suivants pour les modalités pratiques. Toutefois, le droit qui peut être conféré au titre de cet article ne peut l'être que via un arrêté de servitude pris par le maire de la commune. Les principes établis par cet article L.48 sont complexes et les cas d'application limités.

Seule une modification législative permettrait de revenir sur les principes édictés à l'article L.48. Cette solution pourrait être étudiée.

En revanche, il pourrait être envisagé à plus court terme d'inciter fiscalement les propriétaires et copropriétés à financer le déploiement de la fibre optique dans leur propriété. Ainsi, les copropriétaires pourraient bénéficier d'une mesure fiscale en contrepartie de ce financement.

Question 4-page 8

La mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre en pied d'immeuble vous semble-t-elle être une option pertinente à terme ? Quelles sont les conditions pour qu'une telle modalité de mutualisation soit effective ? Quelle sont les paramètres limites de densité urbaine, de coût d'accès au génie civil existant et de coût d'accès au point de mutualisation en pied d'immeuble qui permettent une telle mutualisation dans des conditions économiques raisonnables pour un opérateur alternatif ?

La mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre optique en pied d'immeuble est non seulement une option pertinente sur le long terme, mais **elle constitue aussi la seule solution garantissant les conditions d'une concurrence effective et équitable par les infrastructures.**

La mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre en pied d'immeuble apparaît être la seule solution permettant à plusieurs opérateurs de déployer leur réseau FTTH jusqu'au pied d'immeuble, et de se raccorder à un point de raccordement intérieur. Cette mutualisation est la seule solution à même de supprimer les effets négatifs de l'existence de monopole naturel intra-immeuble et de tirer l'entier bénéfice de la concurrence par les infrastructures.

Pour que cette modalité de mutualisation soit effective, il est nécessaire qu'elle s'accompagne d'une réciprocité en termes de qualité de prestations, de conditions d'accès et de conditions financières. Si ces conditions minimales de réciprocité ne sont pas respectées, l'ARCEP devra les imposer.

La question relative aux paramètres limites « *pour permettre une telle mutualisation dans des conditions économiques raisonnables pour un opérateur alternatif* » diverge peu de celle relative au choix pour un opérateur de déployer son réseau très haut débit jusque chez le client final. France Télécom renvoie donc sur ce point à sa réponse à la consultation sur les fourreaux.

L'ARCEP cite deux freins à l'intérêt d'une offre en pied d'immeuble : l'accès au génie civil et la question de l'adduction. Or, dans la mesure où France Télécom propose une offre de génie civil et d'adduction (cf. réponse de France Télécom à la consultation parallèle de l'Autorité), les difficultés évoquées sont levées, une offre en pied d'immeuble trouve toute sa pertinence et est la plus à même de favoriser le déploiement de réseaux très haut débit.

Par ailleurs, il serait justifié que les autres opérateurs ou acteurs qui disposent de génie civil ou d'adductions les rendent également accessibles à tout le secteur dans des conditions aussi efficaces que celles proposées par France Télécom.

Question 5-page 9

A quelles conditions un accord de co-investissement entre plusieurs opérateurs très haut débit vous semble à la fois efficace à court terme et compatible avec le maintien d'une concurrence dynamique, excluant les comportements d'oligopole ou d'entente tacite, à moyen et long terme ?

Les accords de co-investissement ici évoqués, alors que le déploiement des boucles locales optiques débute à peine, apparaissent largement suspects au regard non seulement du droit de la concurrence, mais également d'une régulation de marché qui doit viser à une concurrence par les infrastructures. De nombreux acteurs du marché ont annoncé leur intention d'investir dans des réseaux propriétaires. Il est important de laisser dans un premier temps toutes leurs chances à ces investissements individuels.

En outre, et pour l'heure, il semble que le principal obstacle au déploiement des réseaux très haut débit ne soit pas le montant des investissements à consentir mais les autorisations à obtenir des propriétaires d'immeubles pour y déployer la fibre. Ainsi, à ce jour, on peut observer un très fort décalage entre les investissements annoncés par les opérateurs FTTH et les investissements effectifs. Ce décalage ne résulte pas d'une absence de capacité de financement mais bien des contraintes juridiques et opérationnelles liées au déploiement des réseaux dans les immeubles.

Par ailleurs, les accords de co-investissement apparaissent largement inutiles dans les zones de déploiement à venir sous trois ans (horizon temporel de l'analyse de l'Autorité). Il s'agit en effet de zones denses où la concurrence par les infrastructures est en tout état de cause confortée par des accords d'accès réciproques aux réseaux intra-immeubles entre opérateurs investisseurs. La réciprocité garantit ainsi l'investissement efficace dans les infrastructures tout comme elle rend accessoire le besoin de recourir au co-investissement.

De fait, il convient de souligner que sur les marchés des communications électroniques, le co-investissement n'intervient en général que sur des marchés matures dans le but d'assurer la couverture de zones dans lesquelles les investissements individuels seraient structurellement non rentables. Il s'agit des zones blanches mobile ou ADSL. Ces conditions ne sont naturellement pas remplies sur un marché de services en devenir et sur un marché géographique probablement cantonné, à l'horizon de trois ans, à des zones denses.

Question 6-page 9

Contrairement à l'analyse présentée ici, estimez-vous possible de proposer une offre de dégroupage, c'est-à-dire de location passive accès par accès d'une boucle locale PON ? Une obligation de pose de fibres surnuméraires devrait-elle être imposée aux opérateurs déployant des boucles locales PON, en prévision d'une éventuelle location ultérieure à un opérateur n'ayant pas co-investi dans cette boucle locale ? Le cas échéant pouvez-vous préciser le cadre juridique que vous envisagez pour une telle obligation ?

La technologie PON consiste à partager une fibre optique entre plusieurs clients jusqu'à un coupleur installé le plus souvent en pied d'immeuble. De fait, cette technologie ne serait pas compatible avec le dégroupage qui consiste à fournir un lien dédié entre le répartiteur et le client final comme c'est le cas pour le dégroupage de la paire de cuivre.

Par ailleurs, le rapprochement qui est effectué dans le texte de la consultation entre le dégroupage de la paire de cuivre et celui de la fibre optique n'est pas pertinent. Le dégroupage de la paire de cuivre a été imposé dans la mesure où il a été considéré que celle-ci pouvait être qualifiée de facilité essentielle. En particulier, elle préexistait au lancement des services à haut débit et a été considérée comme non duplicable.

A l'inverse, les réseaux très haut débit étant au tout premier stade de leur construction, ils ne peuvent être qualifiés d'infrastructures essentielles et l'accès à cette ressource, qui n'existe pas encore, ne peut être raisonnablement imposé.

Il n'est également pas envisageable d'imposer, à des opérateurs qui prennent le risque d'investir, d'accroître leurs dépenses dans des fibres surnuméraires pour le compte hypothétique d'opérateurs qui ne prendraient aucun risque, ou qui développeraient une stratégie de « coucou ».

A l'évidence, aucun cadre juridique n'existerait d'ailleurs pour imposer une telle obligation.

Par ailleurs, le déploiement de réseaux PON présente l'intérêt de limiter les risques de saturation du génie civil contrairement à un réseau point à point. Le type d'obligation évoqué dans cette question risque d'engendrer un encombrement inefficace des conduites de génie civil alors qu'une utilisation optimisée constitue un facteur critique de succès pour le déploiement efficace des réseaux très haut débit.

Enfin, France Télécom renvoie à sa réponse à la consultation parallèle de l'Autorité sur la situation concurrentielle des fourreaux, où elle expose les grands principes de l'offre d'accès à ses fourreaux et d'adduction d'immeubles qu'elle se propose de mettre en œuvre. Ces offres apportent la réponse aux préoccupations soulevées par la consultation de l'Autorité.

Question 7-page 9

Quelles sujétions nouvelles le passage du cuivre à la fibre est-il susceptibles de créer pour le dégroupage d'une boucle locale point-à-point au NRO ? La réponse pourra notamment porter sur les modalités et coûts de jarretiérage, l'hébergement des têtes de câbles, les modalités de colocalisation ou de localisation distante des équipements actifs, la détection des pannes par test de continuité ou échométrie.

France Télécom comprend que cette question s'adresse aux opérateurs qui ont choisi de déployer des réseaux FTTx point à point et de proposer une offre de dégroupage. Cette question ne concerne pas France Télécom.

Question 8-page 10

A quelles conditions une offre de type bitstream vous semble-t-elle constituer une option de mutualisation satisfaisante des réseaux fibre ? Les technologies actuelles permettent-elle d'envisager une telle offre ?

Compte tenu de l'offre de génie civil de France Télécom et de mutualisation du câblage interne des immeubles qui répondent au souhait de l'ARCEP en matière de développement de la concurrence par les infrastructures, l'offre de bitstream évoquée ici ne peut relever

d'une obligation réglementaire, puisque cette offre ne saurait constituer le « remède » à un problème concurrentiel identifié.

En effet, la mutualisation de la partie terminale des réseaux très haut débit et l'existence d'une offre de génie civil transparente et non discriminatoire réunissent les conditions pour permettre aux opérateurs de déployer leur propre réseau et favoriser ainsi une concurrence par les infrastructures.

France Télécom tient par ailleurs à souligner la confusion qui est introduite dans l'exposé de la question au travers de l'analyse de ce que devrait être la structure tarifaire d'une offre d'accès au circuit virtuel permanent ainsi que sur l'interopérabilité des terminaux compte tenu du précédent du haut débit.

Aucune offre de type bitstream n'étant définie, ses coûts ne sont pas connus et encore moins les exigences en matière d'interopérabilité des équipements terminaux : évoquer ces sujets à ce stade paraît donc très artificiel

Enfin, contrairement à ce que laisse entendre le texte de la consultation, il faut relever le fait que l'accès au circuit virtuel permanent à haut débit (c'est-à-dire la partie du réseau du client final jusqu'au Dslam inclus) a fait très tôt l'objet d'une tarification indépendante du débit contrairement à l'accès en mode IP pour lequel cette modalité n'a été introduite qu'en 2005. Et que ceci n'a empêché le développement d'aucun des deux modes d'accès et n'a nullement constitué un frein au développement du haut débit en France.

Dans l'exposé qui précède la question, le document de l'ARCEP semble mettre en doute le bien fondé d'une différenciation tarifaire des offres auprès des clients finaux.

Or, la possibilité pour les acteurs du marché de soutenir sur le marché de détail des tarifs prenant en compte la dispersion des disponibilités à payer des clients peut s'avérer indispensable pour rentabiliser les investissements et donc le développement du très haut débit. Un schéma réglementaire qui limiterait cette possibilité constituerait une entrave majeure à l'investissement.

Question 9-page 10

Quelle(s) offre(s) de mutualisation de la partie terminale de leur réseau vous semble(nt) devoir être proposé par chaque opérateur aux autres opérateurs ?

France Télécom renvoie ici aux réponses aux questions précédentes et notamment au fait que la condition sine qua non d'un développement concurrentiel des réseaux à très haut débit consiste en la mise en œuvre effective par chaque opérateur d'une offre réciproque de mutualisation de la partie terminale de son réseau en pied d'immeuble.

Techniquement, et notamment pour garantir la qualité du service offert au client final, un point de raccordement doit être installé en pied d'immeuble afin de permettre le raccordement du câble de distribution et l'accès à 100 % des logements de l'immeuble. Le point de raccordement doit garantir d'installer les coupleurs des opérateurs.

Question 10

Estimez-vous nécessaire qu'il y ait un contrôle des tarifs des offres d'accès à la partie terminale des réseaux ou chaque acteur doit-il être libre de ses tarifs ? Si contrôle il y avait, quels pourraient en être les principes ? Serait-il étendu aux accords de co-investissement et sous quelle forme éventuelle ?

De manière générale, les tarifs de ce type d'accès doivent naturellement pouvoir être appréhendés par l'ARCEP en cas de désaccord entre opérateurs. Il semble qu'elle dispose d'ores et déjà des outils juridiques pour ce faire, notamment par le biais des règlements de différend.

Dans ce cadre, et en cas de saisine, il appartiendrait ainsi à l'Autorité de déterminer en équité les conditions tarifaires de cet accès.

Ces modalités d'intervention de l'ARCEP apparaissent suffisamment souples, adaptées et rapides pour assurer un contrôle efficace sur l'économie des relations inter-opérateurs sur la partie terminale intra-immeuble des réseaux très haut débit.

Question 11-page 12

Dans quelles limites les clauses de réciprocité vous semblent-t-elles devoir être acceptées pour la fourniture des accès très haut débit ?

L'Autorité relève que la clause de réciprocité réservant l'accès à l'offre de mutualisation à des opérateurs qui auraient effectivement fibré des immeubles aurait pour effet d'exclure du marché du très haut débit des opérateurs qui n'auraient pas déployé leur propre boucle locale.

France Télécom entend ici qu'il appartient à chaque opérateur de décider en fonction de sa stratégie propre s'il entend ou non déployer une boucle locale très haut débit. Chacun, en tout état de cause, a la possibilité de le faire à égalité de conditions avec ses concurrents (plusieurs opérateurs ont annoncé des investissements conséquents pour déployer un réseau très haut débit). A ce titre, ce ne sont pas les opérateurs qui font le choix de déployer une boucle locale qui excluent les autres, mais bien ces derniers qui font le choix de s'exclure du bénéfice de la réciprocité (en choisissant de ne pas investir). La clause de réciprocité n'exclut que les opérateurs qui veulent s'exonérer délibérément des risques que prennent les autres.

Par ailleurs, il convient de rappeler que le régulateur doit notamment veiller, au titre de l'article L.32-1 du CPCE, au développement de l'investissement efficace dans les infrastructures. Or, les clauses de réciprocité permettent précisément de garantir une concurrence efficace par les infrastructures, laquelle serait affectée par un accès facilité à ces dernières par des opérateurs refusant d'investir.

La réciprocité dans ce cadre est un moyen pragmatique d'ouvrir la partie terminale intra-immeuble des réseaux de boucle locale optique pour déployer largement des offres très haut débit, sans pour autant dévaloriser l'effort d'investissement consenti par les opérateurs de réseaux très haut débit.

Par ailleurs, l'ARCEP dispose des moyens de contrôle et le cas échéant d'intervention ex post, notamment via les règlements de différend, sur les modalités qui assortissent la réciprocité.

Enfin, France Télécom entend souligner le fait que Numéricable a annoncé un plan de déploiement particulièrement ambitieux du très haut débit sur ses réseaux câblés existants en recourant à une architecture de type FTTLA. Numéricable annonce ainsi 2,5 millions de

prises très haut débit pour fin 2007, 5 millions fin 2008 et 7,5 millions fin 2009. Les services proposés sur FTTLA par Numéricable s'inscrivent par ailleurs d'évidence en concurrence directe avec ceux proposés sur FTTH.

Le paragraphe ci-dessous entre [] relève du secret des affaires.

[...]

Numéricable apparaît donc comme un acteur incontournable du très haut débit à court terme. Pour autant sa puissance de marché n'est que très marginalement prise en compte par l'ARCEP dans son analyse, et il n'est nullement question d'imposer à Numéricable d'obligations au titre de la régulation des services très haut débit.

Il apparaît donc en réalité que le sort des opérateurs qui ne souhaitent pas investir dans les réseaux très haut débit, mais néanmoins fournir de tels services, dépend de l'accès au réseau FTTLA de Numéricable et non d'une clause de réciprocité qui, certes, peut les exclure, mais protège les investissements consentis.

Selon des informations publiques¹, Numéricable semble mettre en place au profit d'opérateurs alternatifs une offre de location de fibre sur son FTTLA, offre à laquelle un opérateur s'intéresserait.

Cette offre n'est toutefois nullement appréhendée par l'ARCEP comme ce qu'elle pourrait facilement devenir : une alternative pour les opérateurs ne bénéficiant pas des clauses de réciprocité aux contrats de mutualisation ci-dessus évoquées.

¹ Source Journal du Net.

Question 12-page 13

Les opérateurs sont invités à préciser les principales caractéristiques d'une offre d'hébergement adaptée à l'accès au niveau du NRO à une boucle locale fibre : notamment nature des équipements à héberger, taille des baies, capacité et surface au sol, taille et nombre de têtes optique.

La question telle que France Télécom la comprend s'adresse uniquement aux opérateurs désireux de proposer ou d'utiliser une offre de dégroupage de la fibre au niveau du NRO. Cette question ne concerne pas France Télécom.

Question 13-page 13

Quelles sont les caractéristiques minimales des boîtiers de raccordement permettant une mutualisation en pied d'immeuble ? Les réponses pourront notamment porter sur la taille du boîtier ou sa structure, sur l'existence de connecteurs optiques préinstallés sur les fibres et sur leur identification.

Pour la mutualisation en pied d'immeuble, France Télécom utilise des points de raccordement immeuble (PRI) qui permettent le raccordement du câble réseau de l'opérateur tiers et l'accès à 100% des équivalents logements de l'immeuble.

Ces PRI peuvent accueillir les opérateurs utilisant l'ingénierie PON ou point à point. Des coupleurs peuvent être installés dans ces PRI.

Leur dimension dépend du nombre d'équivalents logements de l'immeuble ; la gamme s'étend du petit coffret accroché au mur (598 mm de haut, 470 mm de large et 145 mm de profondeur) jusqu'à l'armoire installée dans un local (2200 mm de haut, 900 mm de large et 300 mm de profondeur).

Côté PRI, le raccordement du client par l'opérateur nécessite simplement la connexion d'un « pigtail » raccordé à une fibre de son câble réseau sur le raccord correspondant au logement du client. Ce raccord est dûment étiqueté et repéré ; le système de repérage retenu par France Télécom est explicitement décrit sur un document affiché dans le PRI. Il permet de repérer aisément la position du raccord à utiliser à partir de la connaissance du numéro du point de branchement et de la couleur de la fibre retenue dans le point de branchement pour la desserte du logement du client. Ce numéro de point de branchement et la couleur de la fibre sont donnés par France Télécom lorsqu'un opérateur l'informe de son souhait de raccorder le logement du client. La connectique utilisée dans le PRI est actuellement le SC/APC.

Par réciprocité, les exigences minimales pour pouvoir accéder au câblage interne réalisé par un autre opérateur sont les suivantes :

- un repérage des câbles en pied d'immeuble ;
- un repérage par bagues de couleurs numérotées de chaque fibre ;
- un boîtier d'épanouissement du câble optique permettant un accès individuel à chaque fibre afin de ne pas perturber les liaisons existantes ;
- des normes d'atténuation pour chaque soudure du câblage interne (par exemple, France Télécom respecte une norme de 0,1 dB/soudure, un autre opérateur, une norme de l'ordre de 0,7 dB/soudure).

Question 14-page 14

La solution proposée par France Télécom vous semble-t-elle satisfaisante ? Quelles autres solutions vous paraîtraient efficaces et raisonnables pour le client final, les copropriétés et les différents opérateurs ? Quel système de tarification ou de droit de suite proposez-vous ?

Dans les immeubles où le câblage vertical est posé par France Télécom, France Télécom est le seul opérateur engagé vis-à-vis des copropriétaires. Il est donc nécessaire de maîtriser tous les câblages posés dans les parties communes afin d'assurer pleinement ses obligations envers les copropriétaires. Pour ce faire, France Télécom contrôle les entreprises habilitées à intervenir dans l'immeuble (via un système de référencement).

Au niveau tarifaire, France Télécom ne souhaite pas mettre en place un système de droits de suite qui a déjà été utilisé pour le dégroupage et qui a montré ses faiblesses opérationnelles.

Question 15-page 15

Partagez vous l'analyse ci-avant sur la nature des informations préalables devant être fournies aux opérateurs intéressés ou ayant souscrit à une offre de mutualisation ? Un délai d'information, dans un sens ou l'autre, vous semble-t-il justifié ?

L'ARCEP semble souhaiter, pour qu'un opérateur ayant souscrit à l'offre de mutualisation d'un autre opérateur puisse informer ses clients et prospects de l'existence de son offre, qu'il soit envisagé la fourniture de la liste des immeubles déjà câblés par chaque opérateur. France Télécom émet des réserves quant à la mise en œuvre de ces dispositions, qui si

elles étaient mises en œuvre sans précaution conduiraient inévitablement aux effets contraires à ceux que semble rechercher l'Autorité.

Ainsi :

- un tel échange ne devrait pas nuire aux investissements réalisés par l'opérateur qui câble l'immeuble ;
- il ne devrait pas porter sur la planification des parcours ;
- la mise à jour des listes devrait se faire avec une périodicité et des délais compatibles avec des objectifs d'investissement efficace dans les infrastructures
- et enfin, voire surtout, ne pas conduire à donner un avantage indu aux opérateurs suiveurs.

Question 16-page 16

Les cinq sujets listés ci-avant vous semblent-ils devoir être normalisés ? Existe-t-il d'autres besoins ? La proposition de groupe de travail sous l'égide de l'Autorité vous semble-t-elle pertinente ?

France Télécom accueille favorablement la proposition de discussion dans un cadre multilatéral des cinq sujets listés dans cette question.

En particulier, France Télécom est tout à fait favorable à la mise en place progressive d'interfaces des systèmes informatiques afin de faciliter les échanges entre opérateurs. Cette normalisation devrait avoir pour objectif de simplifier les échanges pour la commande/livraison des accès. Cependant, il ne faudrait pas que ce souhait de normalisation se traduise par la création d'un système complexe centralisé unique dont le seul effet serait in fine de constituer un frein au développement du très haut débit. A titre d'exemple, les échanges d'adresses clients normalisées ou de mandats relatifs à la commande de câblages d'immeuble mutualisés pourraient tirer profit de l'expérience accumulée avec les systèmes d'information et les procédures mises en œuvre pour le dégroupage de la boucle locale cuivre et qui sont déjà partagés avec succès par de multiples opérateurs (du type codes INSEE/Rivoli qui sont mis à la disposition des opérateurs par France Télécom dans le cadre du dégroupage).

Par ailleurs, des travaux de normalisation sont en cours à l'UTE/UF215; les caractéristiques des différents composants du réseau (atténuation maximale de la fibre et des connecteurs optiques ou épissures, taux de réflexion, budget optique global, etc.) devront être définies en commun afin que l'ensemble des acteurs s'accorde sur une qualité de bout en bout.

Question 17-page 16

Estimez-vous que les offres de mutualisation des acteurs doivent être soumises à une régulation des pouvoirs publics ? Si oui, quel schéma incitatif, réglementaire ou législatif vous semblerait le plus adapté ?

France Télécom privilégie une autorégulation « sous contrôle » de l'Autorité s'agissant des offres de mutualisation. L'ARCEP conserve ainsi sur ces offres ses pouvoirs d'intervention ex post, notamment par le biais des règlements de différend, qui apparaissent suffisants pour atteindre les objectifs poursuivis.

En outre, il semble que si incitation à la mutualisation il doit y avoir, elle passe aussi par des mesures sortant du cadre de la régulation sectorielle. En effet, certains freins à la mutualisation ne relèvent pas nécessairement de la compétence de l'ARCEP mais résultent du droit de la copropriété (régime d'autorisation pour l'implantation des réseaux), de l'absence de normalisation technique (prises, règles de sécurité...), du droit de la consommation (responsabilité endossée par l'opérateur du service sur le réseau mutualisé...), voire du droit fiscal.

Question 18-annexe 1

Quel est votre évaluation de l'offre proposée par la société France Telecom, en termes de principes généraux et de conditions de mise en œuvre ? En l'état, cette offre vous semble-t-elle satisfaisante ? Le cas échéant, quelles améliorations pourraient y être apportées ?

Le partage de câblage en pied d'immeuble tel que proposé par France Télécom est à la fois pérenne, car le câblage posé dans la colonne montante permet de desservir tous les logements de l'immeuble, et universel, car il est compatible avec les deux technologies FTTH du marché : PON ou point à point. En outre, il répond aux objectifs fixés par le régulateur.

Il s'agit d'une nouvelle offre pour des réseaux de nouvelle génération. Aussi, il sera sans doute nécessaire d'apporter des améliorations compte tenu des échanges avec les autres opérateurs et des retours d'expérience. France Télécom est bien sûr disposée à étudier toute demande ou proposition de bonne foi de la part des autres opérateurs.

Question 19-annexe 2

Quel est votre évaluation de l'offre proposée par la société Free, en termes de principes généraux et de conditions de mise en œuvre ? En l'état, cette offre vous semble-t-elle satisfaisante ? Le cas échéant, quelles améliorations pourraient y être apportées ?

Remarques sur les aspects généraux de l'offre proposée par Free Infrastructure

Dans la définition du terme « accès » au §2 et dans le préambule, il apparaît que l'offre de Free Infrastructure est limitée à l'accès optique de « *local à affectation d'habitation* ». Le champ de la consultation porte bien sur les offres très haut débit couvrant les immeubles d'habitation, à l'exclusion des immeubles d'entreprises. Cependant, cette limitation liée à la nature du client final semble excessive et de nature à limiter le développement du très haut débit. En effet, elle semble circonscrire le périmètre aux clients résidentiels. Or, certains professionnels ont des usages relativement proches des clients résidentiels et seraient exclus de l'offre de Free Infrastructure. Cette offre empêcherait notamment les concurrents de Free de proposer des services à des professionnels exerçant dans des immeubles câblés par Free Infrastructure. Il faudrait que l'offre permette d'adresser les clients grand public et pas seulement les résidentiels.

De la même manière, la définition du terme « *installation terminale client* » au §2 mérite d'être éclaircie : s'agit-il du câblage privatif du client ou du câblage pour le raccordement du logement du client situé dans les parties communes ? Est-ce la partie privative au-delà du point de terminaison ou sinon quelle en est la 2^{ème} extrémité ?

Free Infrastructure indique en Préambule que la présente offre pourra être révisée à tout moment. France Télécom demande que ces révisions soient encadrées, notamment qu'un préavis raisonnable soit respecté et que des conditions de maintien des services existants soient proposées en cas d'évolution importante de l'offre.

Les principes de réciprocité de l'offre sont à préciser

L'offre de Free Infrastructure pose dès le Préambule un principe de réciprocité. Cette offre est en effet adressée aux opérateurs « *qui proposent également une offre d'accès à tout ou partie de leur boucle locale optique dans des conditions réciproques à celles de Free Infrastructure* ».

France Télécom est d'accord sur le principe de réciprocité présenté par Free Infrastructure dans son offre. Cependant, l'offre de Free Infrastructure se limite à poser le principe sans préciser comment il doit s'entendre. Il est nécessaire que cette clause soit non abusive et que son périmètre soit clairement défini.

En particulier, France Télécom estime qu'une offre en pied d'immeuble doit être proposée à tous les opérateurs FTTH proposant eux-mêmes une offre en pied d'immeuble. Il ne serait pas acceptable que le principe de réciprocité demandé par Free Infrastructure consiste à imposer aux autres opérateurs de fournir une gamme de produits et de services strictement identique à celle proposée par Free. En effet, l'objectif rappelé en introduction de cette consultation publique précise que « *la partie terminale des réseaux fibre devra être mutualisée entre plusieurs opérateurs* ». France Télécom considère donc que la mise en œuvre de la mutualisation implique a minima une offre de mutualisation de cette partie terminale des câblages optiques située en immeuble, chaque opérateur demeurant libre de la fourniture éventuelle d'offres supplémentaires. L'accès réciproque au câblage en pied d'immeuble ne doit donc en aucun cas être conditionné par la disponibilité de ces offres supplémentaires.

A ce stade, France Télécom ne dispose donc pas de la visibilité suffisante pour mesurer les conséquences de l'implémentation de la clause de réciprocité de l'offre de Free Infrastructure.

Remarques sur l'offre au PRI

France Télécom se félicite que Free Infrastructure propose une offre permettant aux opérateurs de se raccorder au câblage d'immeuble à partir d'un PRI installé en pied d'immeuble par Free Infrastructure. Cette offre est de nature à inciter les opérateurs à déployer leurs propres infrastructures de boucle locale optique tout en mutualisant la partie terminale du câblage, ce qui permet d'organiser une concurrence par les infrastructures autorisant une forte différenciation technique et tarifaire des offres de détail tout en limitant les nuisances pour les résidents des immeubles.

Néanmoins cette offre est imprécise et présente un ensemble de restrictions qui en limiterait fortement son usage si elles n'étaient levées. On trouvera ci-dessous quelques exemples permettant d'illustrer notre propos :

- une disponibilité incomplète et aléatoire de l'offre

L'offre de Free Infrastructure introduit plusieurs possibilités de raccordement à la boucle locale optique de Free : le raccordement au niveau d'un POP opérateur, le raccordement au niveau des NRO et le raccordement en pied d'immeuble au PRI. Il semble cependant que la disponibilité de ces offres ne soit pas équivalente. Alors que l'offre de raccordement passif au NRO semble systématique et que l'opérateur ait le choix d'accéder au NRO ou au PRI, Free indique dès le Préambule que l'offre de raccordement au PRI est assortie de réserves de faisabilité technique, sans que ces réserves soient définies. Cela crée une incertitude sur la disponibilité effective de cette partie de l'offre.

France Télécom souhaite que ces critères de réserve soient clairement précisés, et qu'ils n'aient pas pour objet de restreindre artificiellement et de manière excessive et non justifiée le périmètre de l'offre avec livraison au PRI.

- le caractère imprécis de l'offre

La définition du PRI au §2 Définition indique que le PRI est mis à disposition d'un opérateur : il est nécessaire que soit précisé le nombre maximum d'opérateurs qu'il est possible de raccorder par immeuble.

Sur le plan technique, il est nécessaire de disposer d'indications sur l'atténuation maximale du câblage optique installé par Free Infrastructure, entre le PRI et le point de terminaison du réseau chez le client, qui serait mutualisé au sein de l'immeuble. A ce titre France Télécom souhaite qu'une valeur maximale d'atténuation de l'ordre de 1,5 dB entre le connecteur du compartiment client du PRI et le connecteur de la PTO dans le local du client final soit garantie sans élément de couplage intermédiaire. C'est cette valeur qui figure dans les conditions spécifiques de l'offre de France Télécom.

De même, il est nécessaire de savoir si le PRI envisagé par Free Infrastructure permet d'y placer des coupleurs optiques. Dans le cas contraire, et dans la mesure où Free Infrastructure indique au §7.1 limiter les demandes d'autorisation de travaux dans les immeubles à ses propres besoins (*« l'opérateur fera son affaire de (...) l'autorisation d'occupation des parties communes par ses propres équipements »*), les opérateurs ne

seraient alors pas en mesure de déployer un réseau GPON avec des coupleurs en pied d'immeuble. Or, certains opérateurs, dont France Télécom, ont choisi une architecture GPON et se verraient alors dans l'impossibilité de la déployer.

- des contraintes de nature administrative

L'offre de raccordement au PRI de Free Infrastructure comporte une obligation de contractualisation avec le propriétaire de l'immeuble : il s'agit d'un frein significatif susceptible de rendre l'offre inopérante.

Les procédures de demande d'autorisation pouvant être longues, France Télécom souhaiterait que Free Infrastructure sollicite auprès des propriétaires ou de leurs ayants-droit l'autorisation pour les opérateurs FTTH bénéficiaires de la mutualisation de la fibre optique à pénétrer dans les parties communes de l'immeuble, à poser et à exploiter les nouveaux câbles à fibres optiques dans les gaines et passages existants, ainsi que, le cas échéant, un ou plusieurs points de connexion optique en parties communes.

- une offre dont le fonctionnement et la pérennité ne sont pas garantis

L'offre d'accès à la boucle locale de Free présente un caractère non pérenne. Cette offre stipule que *« ses caractéristiques techniques intrinsèques, après mise en service, ne peuvent être garanties de façon permanente ; en particulier, Free Infrastructure peut être appelée, dans le cadre d'actions de maintenance, à modifier les tronçons constituant la liaison, afin de rétablir la continuité ou d'améliorer la desserte des abonnés ou encore dans le cadre de demandes formulées par le gestionnaire du domaine public, qu'il soit routier ou non routier »* (§4.1).

France Télécom s'étonne que des demandes formulées par le gestionnaire de voirie puissent avoir un impact sur la mutualisation de câblage optique d'immeuble situé en domaine privé. Néanmoins, il semble souhaitable que Free Infrastructure précise davantage les conditions et les délais de rétablissement encadrant toute interruption programmée de service.

Ce caractère précaire est renforcé en ce qui concerne l'offre au PRI par rapport aux autres offres d'accès FTTH de Free Infrastructure puisqu'il existe une menace de suppression à tout moment du PRI. En effet, l'offre de Free Infrastructure indique au §7.3 (Evolution du réseau) : *« dans le cas où Free Infrastructure serait amenée à supprimer le PRI, l'opérateur en recevra information et prendra livraison des accès au NRO »*.

France Télécom ne comprend pas pourquoi il pourrait y avoir suppression du PRI. Il faudrait que les cas de suppression de PRI soient clairement explicités et justifiés. De plus, France Télécom demande la fourniture d'un préavis suffisant, qui ne saurait être inférieur à 1 an, et que des solutions palliatives soient proposées systématiquement sans surcoût.

- des délais de traitement non justifiés

Au §4.3.4, Free Infrastructure indique assurer un traitement des commandes au titre de l'accès à la boucle locale optique de Free Infrastructure dans un délai maximum de 7 jours calendaires pour un raccordement au NRO. Dans le cas d'un raccordement au PRI déjà déployé, « *le délai est porté à 15 jours ouvrés, dans la mesure où l'abonné accepte le rendez-vous proposé. De plus, si dans un délai de 20 jours ouvrés, Free infrastructure n'a pu contacter le client ou s'est vue refuser par la copropriété l'accès au PRI, la commande est considérée comme irréalisable* ». Ces délais plus importants invoqués pour les interventions au PRI ne sont pas justifiés.

France Télécom comprend que les processus mis en œuvre par Free Infrastructure défavorisent exagérément l'offre de raccordement au PRI au bénéfice de l'offre au NRO. Ces processus ne sont pas adaptés pour rendre l'offre au PRI attractive. Tout ceci dénote manifestement une volonté de favoriser une offre au NRO et d'avoir une offre au PRI inutilisable.

- des conditions économiques absentes

Alors que Free Infrastructure fournit des conditions tarifaires complètes pour son offre au NRO, les conditions économiques de l'offre au PRI ne sont pas décrites. Ainsi, il est indiqué que la « *redevance mensuelle au PRI* » sera déterminée ultérieurement, et que les « *frais d'aménagement PRI* », la « *redevance mensuelle PRI* », les « *frais d'aménagement de l'espace partagé* » seront fournis sur devis.

France Télécom ne se prononce donc pas sur les conditions économiques de l'offre de Free Infrastructure et fera part de ses remarques ultérieurement.

En conclusion, contrairement à l'offre au NRO de Free Infrastructure dont les caractéristiques techniques et tarifaires sont clairement définies, Free Infrastructure présente une offre au PRI qui ne semble pas aboutie, ce qui pourrait désinciter les opérateurs à souscrire cette offre au PRI. France Télécom ne peut que déplorer ce constat

alors que l'offre au PRI est d'une part au cœur de cette consultation qui porte, rappelons le, sur la partie terminale des réseaux de boucle locale optique et d'autre part l'offre la plus à même de favoriser une concurrence par les infrastructures.

En effet, les caractéristiques de cette offre sont imprécises, ses conditions tarifaires sont inconnues, sa disponibilité est incomplète, sa pérennité ne semble pas garantie.

France Télécom souhaite vivement que l'offre au PRI de Free Infrastructure soit traitée avec le même niveau d'engagements, de professionnalisme et de précisions que l'offre au NRO. Dans le cas contraire, cette offre au PRI serait purement virtuelle et ne satisferait pas à la nécessaire ouverture en pied d'immeuble des câblages intra immeuble indispensable à une concurrence optimale par les infrastructures.

Remarques sur les relations entre le client final et Free Infrastructure

Un point essentiel de l'offre de Free Infrastructure est lié aux relations entre l'abonné ou titulaire de l'accès et Free Infrastructure.

L'offre de Free Infrastructure semble mélanger une offre à destination d'opérateurs FTTH et une offre de services à destination de clients finals caractérisée par un « *contrat d'abonnement aux services de Free Infrastructure* ». Il est nécessaire de clarifier ce qui relève de l'offre à destination des opérateurs FTTH et de l'offre à destination des clients finals. En particulier, France Télécom estime qu'il ne doit pas y avoir de relation contractuelle entre le client final et Free Infrastructure lorsque le client final a opté pour un autre opérateur de services.

A ce titre, le rôle de Free Infrastructure vis-à-vis du client final d'un opérateur FTTH doit être clarifié.

En effet, l'offre de Free Infrastructure stipule plusieurs cas dans lesquels Free Infrastructure maintient une relation avec le client final d'un autre opérateur. Or cette situation est anormale et France Télécom a relevé certains exemples dans l'offre de Free Infrastructure à titre d'illustration :

- sur la suppression de l'accès hors intervention de l'opérateur

Le §3.2.2, relatif aux Règles générales des commandes d'accès traite de la « *suppression de l'accès à l'initiative de l'abonné hors intervention de l'opérateur* ». Il est stipulé dans

l'offre de Free Infrastructure que « *le titulaire d'un accès dégroupé relevant de la présente offre peut solliciter le retour de cet accès à Free Infrastructure en agissant directement auprès de Free Infrastructure* ». Il est inacceptable que le client final puisse intervenir directement auprès de Free Infrastructure pour résilier une commande d'un opérateur. Hormis les cas d'écrasement où le client final peut mandater un opérateur (dont Free) pour commander un accès à partir d'un accès préalablement fourni par un opérateur autre que Free (ce qui entraîne la résiliation de l'accès fourni par cet opérateur au client final), seul ce dernier doit être habilité à résilier un accès qu'il a souscrit.

- sur le changement d'opérateur, l'asymétrie de traitement entre Free Infrastructure et un autre opérateur

Les paragraphes §4.2.2, §4.2.3 et §4.2.4 décrivent les modalités de changement d'opérateur. Il apparaît que ces modalités ne sont pas identiques selon que le client final quitte Free Infrastructure ou un autre opérateur.

Dans le cas où le service serait fourni par un autre opérateur, la procédure est plus directe (avec un engagement d'un délai maximal de 10 jours) et consiste en la cession immédiate de l'accès suivie de l'information de l'opérateur cédant de la perte de l'accès.

Dans le cas où le service serait fourni au client final par Free Infrastructure, la procédure consiste en la résiliation des services suivie de la cession de l'accès. Cette dernière procédure en deux étapes est susceptible d'introduire un délai plus long pour la migration d'un client de Free vers un autre opérateur et des interruptions de service dommageables pour le client final. Ce dernier ferait face à un « coût de sortie² » plus élevé pour quitter Free que pour quitter un autre opérateur. Par ailleurs, aucun engagement de délai n'est fourni pour ce changement d'opérateur.

France Télécom souhaiterait donc qu'une procédure unique d'écrasement soit mise en œuvre dans tous les cas de migration afin de minimiser les interruptions de service pour les clients finals.

- sur le mandat et les obligations entre Free Infrastructure et l'abonné

Free Infrastructure présente aux §4.2.2, §4.2.3 et §4.2.4 les modalités de mise à disposition d'un accès. Free Infrastructure propose un système de mandat transmis par le

² Le terme « coût de sortie » peut s'entendre au sens de coût financier mais également de temps, délai d'interruption de service, etc. c'est-à-dire tout désagrément qui constitue un frein à changer d'opérateur pour un client final.

client final à son opérateur *« pour que celui-ci mène en son nom auprès de Free Infrastructure les démarches nécessaires à la mise en œuvre de sa demande, avec le cas échéant, la résiliation de tous les services fournis par Free Infrastructure sur cet accès »*.

Le mandat proposé par Free Infrastructure *« comporte l'ensemble des informations caractérisant l'accès, soit le nom de l'abonné ou du titulaire, l'adresse du local désigné par l'abonné, l'identifiant de la liaison, l'opérateur fournissant le service et une description des obligations de l'abonné vis-à-vis de Free Infrastructure »*.

France Télécom s'interroge sur l'étendue des obligations de l'abonné vis-à-vis de Free Infrastructure car celles-ci ne sont pas décrites dans l'offre FTTH.

De plus, le système imaginé par Free Infrastructure pose un autre problème car le mandat doit être un document *« spécifique »* et ne peut donc pas être intégré aux conditions générales de vente.

Free Infrastructure indique que le *« mandat est signé par le locataire ou le propriétaire du local desservi »*. Or, il est souhaitable que le système permette une prise de commande en ligne sans papier.

Sur tous ces points relatifs aux mandats, France Télécom constate que Free Infrastructure ne tire pas bénéfice des nombreuses discussions multilatérales qui se déroulent depuis plusieurs années pour définir un cadre à la fois souple et protecteur des intérêts des consommateurs. Le système proposé par Free Infrastructure constitue, à bien des égards, un retour en arrière par rapport aux évolutions qui ont été adoptées par l'ensemble des opérateurs.

Par ailleurs, France Télécom s'interroge sur la pertinence des identifiants de mandat, sur la méthode qui permettra de les engendrer et in fine sur les coûts de gestion de l'ensemble de ce processus.

- sur le contrat de services entre l'abonné et Free Infrastructure

Le §4.2.2 mentionne le cas de la *« mise à disposition d'un opérateur d'un accès support d'un service fourni par Free Infrastructure à l'abonné »*. France Télécom s'interroge sur le positionnement de Free Infrastructure comme fournisseur de services à destination du client final, au même titre que l'opérateur : ce point est à clarifier.

Il apparaît que même si le titulaire de l'accès choisit de s'abonner aux services d'un autre opérateur, son contrat avec Free Infrastructure n'est pas résilié mais est simplement modifié et « *cède la place aux droits et obligations engageant l'abonné vis-à-vis de Free Infrastructure tels que spécifiés dans le mandat* ». Ce point est confirmé lorsque Free Infrastructure indique « *la signature par l'abonné du mandat entraîne, de façon concomitante à la fourniture de l'accès à l'opérateur, la modification du contrat d'abonnement au services de communications électroniques de Free Infrastructure en le limitant, pour l'accès correspondant, à des obligations que doit remplir le même titulaire vis à vis de Free Infrastructure, qui figurent dans le mandat* », Free Infrastructure parlant bien de modification du contrat et pas de sa résiliation.

Par ailleurs, au §3.2.2, intitulé Règles générales, Free Infrastructure propose une prestation optionnelle de câblage de la desserte interne : « *dans l'hypothèse où le local du client ne disposerait pas d'une desserte, Free Infrastructure proposera une prestation optionnelle de construction du branchement* ». France Télécom se demande si cette proposition s'adresse au client final ou à l'opérateur. Il semblerait anormal que, sous prétexte de fournir une prestation optionnelle dans le domaine privatif du client, Free Infrastructure s'adresse directement au client final et s'immisce dans les relations qu'il entretient avec son opérateur.

Pour France Télécom, il semble anormal qu'un lien perdure entre Free Infrastructure et l'abonné à l'issue de la résiliation des services par le client final auprès de Free.

Remarques d'ordre opérationnel et technique

Dans le §3.1 Finalité de l'offre, Free Infrastructure indique fournir l'accès « *au moyen des capacités existantes de la boucle locale optique* ». Cette formulation est peu claire. Dans les immeubles qu'elle a câblés, Free Infrastructure garantit-elle la disponibilité de fibres verticales et des fibres horizontales pour l'ensemble des logements ? France Télécom souhaite que ce point soit précisé et explicité.

Dans ce même paragraphe, il est indiqué que « *Free Infrastructure assure la continuité optique mais ne garantit pas l'allocation permanente d'un ensemble identifié de paires des différents tronçons d'une liaison supportant un accès, notamment dans le cadre des actions de maintenance ou de dévoiement de réseaux ordonnés par le gestionnaire du domaine* ».

public ». France Télécom comprend que des contraintes extérieures temporaires puissent affecter l'allocation de tout ou partie d'un accès. En revanche, il serait souhaitable que des mesures soient prévues pour rétablir ces accès dans des délais raisonnables avec une information à destination de l'opérateur.

Certaines caractéristiques de l'offre sont imprécises. Ainsi, au §4.2 relatif à la mise à disposition des accès, France Télécom n'a pas relevé d'engagements sur les délais dans l'offre.

Dans la mesure où Free a pris l'engagement de piloter de bout en bout le processus de production des accès optiques, il sera nécessaire que Free Infrastructure précise ultérieurement sa capacité de production.

Free Infrastructure indique au §3.1 que dans le cas où elle se verrait en charge de la composante « service téléphonique » du service universel, elle peut « *être conduite, pour satisfaire le cas échéant à ses obligations, à reprendre cet accès* ». Il est inacceptable que Free Infrastructure puisse se réserver le droit de reprendre un accès fourni à un autre opérateur. L'attribution de la composante « service téléphonique » du service universel ne doit avoir aucun impact sur l'offre FTTH de Free Infrastructure à destination des opérateurs.

Au §4.3.1 intitulé Mandats clients, Free Infrastructure indique son mode d'identification du local. Il semble nécessaire que les opérateurs se mettent d'accord sur la normalisation des adresses au niveau national, en s'appuyant sur l'expérience apportée par des services antérieurs faisant intervenir plusieurs opérateurs comme le dégroupage de la boucle locale cuivre.

Le §4.3.4 est relatif aux Délais de traitement des commandes. Il précise parmi les réserves que « *les commandes sont déposées en volume raisonnable pour un site par jour* ». Il n'y a pas de définition de la notion de site dans la présente offre.

Au §5.2.1 Finalité de l'offre, il semble y avoir, pour la fourniture d'informations par accès unitaire à partir d'une adresse, une redondance entre l'identifiant et l'adresse. Dans le cas de fourniture de l'adresse, la fourniture de l'identifiant ne semble pas nécessaire.

Dans le §6.2 Types d'équipements autorisés, il est indiqué que « *compte-tenu de la configuration des lieux et des ressources disponibles, ne sont autorisés que des*

équipements passifs ». France Télécom souhaiterait disposer d'une liste des équipements que les opérateurs sont autorisés à installer (ou des équipements qu'il est défendu d'installer).

Question 20-annexe 3

Quel est votre évaluation de l'offre proposée par la société Neuf Cegetel, en termes de principes généraux et de conditions de mise en œuvre ? En l'état, cette offre vous semble-t-elle satisfaisante ? Le cas échéant, quelles améliorations pourraient y être apportées ?

L'offre de Neuf Cegetel est très générale. France Télécom n'est donc pas en mesure de juger de la pertinence de cette offre et de son caractère satisfaisant. France Télécom souhaite que Neuf Cegetel lui communique une offre détaillée notamment sur les conditions techniques et opérationnelles. France Télécom se réserve le droit de faire part de toutes remarques complémentaires.

A ce stade, les questions suivantes se posent néanmoins :

- pour chaque logement final, les 3 modalités (au POP FAI, au NRO, en pied d'immeuble) seront-elles systématiquement proposées ?
- en particulier, la solution au PRI sera-t-elle proposée pour chaque logement final ?

Remarques sur la réciprocité

La proposition de Neuf Cegetel se limite à poser un principe de réciprocité sans le définir. A ce stade, France Télécom n'est donc pas en mesure de se prononcer sur ce sujet. France Télécom estime que les 3 modes de livraison doivent être vus de manière indépendante quant au principe de réciprocité. Notamment, l'offre de livraison en pied d'immeuble doit pouvoir être proposée à tout opérateur proposant une offre en pied d'immeuble dans des conditions équivalentes.

Remarques sur les modalités financières

L'utilisation de droits de suite est complexe à gérer. En particulier, concernant le branchement horizontal (segment 4), une solution à base de droits de suite paraît totalement ingérable pour plusieurs raisons :

- pour chaque accès, il sera nécessaire de savoir si France Télécom est le 1^{er} opérateur, le 2^{ème} opérateur, le 3^{ème} opérateur... ;

- France Télécom n'aura aucun moyen d'avoir cette information pour certifier les factures qui seront communiquées par Neuf Cegetel ;

- la volumétrie probable de ces branchements (le parc peut potentiellement atteindre à terme plusieurs millions d'accès et les flux annuels peuvent concerner plusieurs dizaines voire centaines de milliers d'accès) ne permet pas d'envisager un système opérationnel fiable et efficace.

Avec un tel système de droits de suite, France Télécom devrait ainsi pour plusieurs dizaines voire centaines de milliers d'accès, certifier accès par accès les factures en fonction d'une information qui ne lui est pas connue.